

CONCERNANT le Règlement modifiant le
Règlement sur certains frais exigibles par la
Commission de la construction du Québec

---ooo0ooo---

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.1° du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20), le gouvernement peut, par règlement déterminer, sous réserve du sixième alinéa de l'article 109.2 et des paragraphes 11° et 12° de l'article 123.1 de cette loi, dans quels cas et de qui des frais, des droits ou des honoraires peuvent être exigés et en fixer les montants;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur certains frais exigibles par la Commission de la construction du Québec a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 août 2023 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur certains frais exigibles par la Commission de la construction du Québec, annexé au présent décret, soit édicté.

Règlement modifiant le Règlement sur certains frais exigibles par la Commission de la construction du Québec

Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction
(chapitre R-20, a. 123, 1^{er} al., par. 8.1°).

1. L'article 2 du Règlement sur certains frais exigibles par la Commission de la construction du Québec (chapitre R-20, r.2) est modifié par la suppression de « du deuxième alinéa ».
2. L'article 3 de ce règlement est abrogé.
3. L'article 4 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 4. Le paiement des frais prévus aux articles 1 et 2 doit être effectué par un mode de paiement autorisé par la Commission et doit accompagner l'avis ou la nouvelle désignation. ».
4. L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 1 à 3 » par « 1 et 2 ».
5. Le présent règlement entre en vigueur le 8 janvier 2026.